



## Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

## **Environnement - ENEDIS-EDF - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2019 - Examen**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En vertu de l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1<sup>er</sup> juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la concession ENEDIS portant sur l'année 2019 a donné lieu à :

- une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 31/07/2020 ;
- une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Monsieur CALVAT, en date du 10/12/2020 ;
- une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur AUDRIN en date du 14/12/2020.

### **I) Rappel des principales modalités du contrat**

La distribution d'électricité est en situation de monopole régulé en France. La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) fixe les règles et les tarifs d'utilisation de réseau public de distribution d'électricité (TURPE). Enedis est le principal gestionnaire de réseau de distribution (GRD) d'électricité desservant 95% du territoire français. Les 5% restants sont desservis par des entreprises locales de distribution (ELD).

Enedis, dont les missions sont décrites dans l'article L.322-8 du Code de l'énergie, a pour objet principal l'exploitation et le développement du réseau public de distribution d'électricité qui achemine l'électricité des réseaux de transport vers les consommateurs finaux. EDF, dont les missions sont définies à l'article L.337-7 du Code de l'énergie, est le concessionnaire associé à ENEDIS avec à sa charge la fourniture de l'électricité au Tarif Réglementé de Vente (TRV).

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue responsable du service public de distribution d'énergie au niveau local. Pour l'exercice de cette mission, elle est qualifiée « d'Autorité Organisatrice des réseaux publics de Distribution d'Energie » (AODE). Ainsi, la compétence de distribution publique d'électricité a été transférée des communes vers la Métropole qui est devenue propriétaire de ces réseaux.

Il existe actuellement 9 contrats de concession pour la distribution des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole :

- Sept contrats sont en gestion directe par la Métropole avec le concessionnaire Enedis –EDF à savoir Baillargues, Castelnau-le-lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier sur lez, Montpellier et Pérols ;
- Un contrat est en gestion déléguée au Syndicat Hérault Energie avec le concessionnaire Coopérative d'électricité de Saint Martin de Londres (CESML) pour 2 communes de la Métropole, à savoir Grabels et Montaud ;
- Un contrat est en gestion déléguée au Syndicat Hérault Energie avec le concessionnaire Enedis-EDF pour les 22 autres communes de la Métropole.

Les dates d'échéances des sept contrats en gestion directe s'échelonnent de juin 2021 à février 2028.

### **II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué**

#### **A/ L'activité et description du réseau pour les 7 contrats de concession**

Avec une démographie en constante évolution sur le territoire, l'activité de développement de la distribution d'électricité se poursuit à un rythme soutenu, le nombre de clients se situe à 226 822 dont environ 60% au TRV. De même, le gisement photovoltaïque se confirme avec l'augmentation du nombre d'installations de production d'énergie renouvelable qui se raccordent au réseau électrique, et il est dénombré 1 311 producteurs raccordés au réseau.

Les principales caractéristiques du réseau de distribution d'électricité pour les 7 concessions sont les suivantes :

- 6 postes sources (biens propres d'Enedis) ;
- 1 503 postes de transformation (HTA/BT) ;
- 886 km de réseau moyenne tension HTA (dont 10% a plus de 40 ans) ;
  - o 3% aérien ;
  - o 8% souterrain CPI (câble papier imprégné) ;
  - o 89% souterrain câble synthétique ;
- 1 521 km de réseau basse tension BT (dont 25% a plus de 40 ans) ;
  - o 2% souterrain CPI Cu ;
  - o 5% aérien fil nu ;
  - o 5% souterrain neutre périphérique ;
  - o 6% souterrain CPI Alu ;
  - o 15% aérien torsadé ;
  - o 67% souterrain synthétique.

Il subsiste 341 km (14%) de réseau de technologie identifiée comme incidentogène (aérien fil nu, CPI, neutre périphérique). Un point d'inquiétude est le rythme de renouvellement qui semble lent compte tenu des enjeux locaux.

### **B/ Principaux moyens mis en œuvre**

Les investissements s'élèvent à 19,4 M€ en 2019 dont 6,6 M€ dédiés aux raccordements de clients, 3,7 M€ pour les moyens d'exploitations propres à Enedis et la logistique pour l'ensemble de la direction régionale, 3,3 M€ pour le déploiement des compteurs communicants LINKY et 1,2 M€ pour les déplacements d'ouvrages. Si l'investissement global est conséquent, la part relative dédiée exclusivement au renouvellement du réseau électrique est plus faible, 3,5 M€ à comparer à la valeur actualisée de remplacement des équipements de la concession qui est estimée à 423 M€. Il est à noter que le stock de provisions pour renouvellement est de 32,7 M€.

### **C/ La qualité du service public**

La continuité de service public, mesurée via un indicateur nommé Critère B, est actuellement de bonne qualité avec un temps de coupure inférieur à la moyenne nationale. Toutefois ce critère est variable d'une commune à l'autre et une tendance légèrement haussière se dessine. Il est à noter que près de la moitié des interruptions longues sont liées à l'usure des équipements et que 14% des réseaux sont d'une technologie reconnue comme incidentogène.

Par ailleurs, le délai moyen pour réaliser un branchement simple (sans adaptation de réseau) passe de 55 jours en 2018 à 76 jours en 2019.

L'Accompagnement Energie, lancé par EDF début 2010, permet d'apporter une solution personnalisée à tout client qui informe EDF de sa difficulté à payer sa facture d'électricité. En 2019, 8 645 conseils énergie ont été apportés contre 11 159 en 2018.

### **D) La grille tarifaire**

Le modèle concessif d'Enedis est régi par le principe de la péréquation tarifaire. La CRE (Commission de Régulation de l'Energie) détermine, par délibération, un revenu autorisé qui permet de couvrir l'ensemble des charges supportées par Enedis pour réaliser sa mission d'opérateur de réseau d'électricité.

Ainsi le tarif d'utilisation du réseau publique de distribution d'électricité (TURPE5) est entré en vigueur au 1er août 2018 pour une période de 3 ans. Il donne lieu à chaque date d'anniversaire à une évolution tarifaire résultant de l'application de la délibération de la Commission de Régulation de l'Energie établissant ce tarif. On note une augmentation moyenne du TURPE 5 de 3,04% au 1<sup>er</sup> août 2019.

Le chèque énergie mis en place en 2018 et généralisé en 2019, permet aux ménages ayant des difficultés financières, de bénéficier d'une réduction sur leur facture d'électricité afin de lutter contre la précarité énergétique. Le nombre de clients pour lesquels un chèque énergie a été pris en compte au cours de l'exercice 2019 est de 12 647.

### **III) Présentation et analyse du compte rendu financier**

A noter que le compte de résultat d'ENEDIS n'est pas établi sur une comptabilité à la maille de la concession, les charges d'exploitation sont pour plus de 79 % issues de clé de répartition (nombre de clients, kWh distribués, investissements, ...).

Compte tenu de l'usage intensif de clé et de rupture régulière de présentation, les comptes ne constituent pas un moyen de contrôle de l'activité locale du concessionnaire ni d'analyse de la rentabilité de la concession. Il est à souligner qu'Enedis transmet, d'année en année, davantage d'informations permettant de mieux comprendre le compte d'exploitation. Toutefois, cela ne permet pas encore une compréhension totale et des points de vigilance subsistent tels que les provisions pour renouvellement positionnées sur un compte en attente ou les origines de financements.

Concernant les produits du compte d'exploitation, qui s'élèvent à 86,8 M€, il est cohérent que la principale recette provienne à 76 % de l'acheminement de l'électricité. Il est à noter que les recettes liées aux raccordements s'élèvent à 3,5 M€.

Concernant les charges d'exploitation, qui s'élèvent à 71,5 M€, le premier poste de charges, à hauteur de 24%, est l'accès au réseau de transport RTE, correspondant au reversement à RTE de la part TURPE lui revenant. Le montant est affecté par clef à la concession au prorata des consommations. Le deuxième poste de charges, intitulé « autres consommations externes » rassemble les achats de matériels, de prestations de travaux, la location et la maintenance des locaux, il se situe à 13,6 M€ soit 19% du total. Les autres charges comprennent notamment le personnel direct (8,4 M€ soit 12%).

Pour mémoire, la redevance de fonctionnement R1, ayant pour objet de financer les dépenses annuelles de l'autorité concédante pour l'accomplissement de sa mission de contrôle de l'exécution de la concession, conseils aux usagers, conciliation en cas de litige entre les consommateurs finals et le concessionnaire, coordination des travaux etc, versée à Métropole de Montpellier est de l'ordre de 72 k € par an. La redevance d'occupation du domaine public (RODP) versée par le gestionnaire de réseau à la Métropole doté de la compétence voirie en raison de l'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution d'électricité est de l'ordre de 305 k€.

### **IV) Conclusion et perspectives**

Le service public de la distribution de l'électricité est essentiel pour toutes les activités du territoire métropolitain, la Métropole est donc attentive à la préservation voire l'amélioration de la bonne qualité de service constatée. Une vigilance est en conséquence attendue sur les investissements en renouvellement de réseaux et d'ouvrages consentis par ENEDIS en prenant notamment en compte la vulnérabilité du territoire aux événements climatiques violents, inondations, canicules, ... dont la fréquence augmente.

De même, le délégataire fournit des éléments financiers qui chaque année se précisent, pour autant, la collectivité n'est pas encore en mesure d'apprécier et de contrôler les comptes à la maille de la concession. La poursuite du travail engagé par ENEDIS pour limiter l'établissement des comptes par clé est donc nécessaire.

Enfin, les énergies de réseau et l'électricité en particulier ont un rôle de premier ordre à jouer dans la transition énergétique du territoire conformément au Plan Climat Air Energie en cours de finalisation, que ce soit pour l'intégration des énergies renouvelables telle que le photovoltaïque, la rénovation énergétique des bâtiments, la résorption de la précarité énergétique ou encore le déploiement de la mobilité électrique. La Métropole souhaite inscrire ces éléments dans son dialogue avec le concessionnaire Enedis et l'analyse des compte-rendu annuels d'activité.

C'est dans ce contexte que Montpellier Méditerranée Métropole souhaitera engager les discussions avec ENEDIS pour un nouveau contrat de concession à l'échelle du territoire des 31 communes, en s'appuyant sur le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) et le Schéma Directeur des Energies que la Métropole élabore en partenariat avec les gestionnaires de réseau de distribution d'énergie.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de prendre acte de l'examen des Compte-Rendu Annuel des 7 concessions de distribution publique d'électricité déléguée à Enedis-EDF au titre de l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149646-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.